

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Carrière des magistrats : de nombreuses innovations en perspective

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

La ministre de la Justice, garde des Sceaux, chargée des Droits de l'Homme et de l'Égalité des genres, Erlyne

Antonela Ndembet-Damas, a présenté et défendu, hier, devant les membres de la Commission des Lois, des Affaires administratives et des Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale, deux textes de loi. Lesquels devraient

contribuer, à terme, au renforcement de l'État de droit à travers un meilleur fonctionnement de la justice et une amélioration de la promotion et la protection des droits de l'Homme dans notre pays.

Le projet de loi portant statut des magistrats est significatif à plus d'un titre de cette vision. Tant il est ambitieux, a indiqué la garde des Sceaux, "simplement de repositionner la justice de notre pays dans ses attributs de pouvoir constitutionnel". Avec à la clé, la redéfinition et la modernisation du cadre d'exercice de la profession de magistrat et l'instauration des mécanismes visant à améliorer leurs conditions de vie et de travail. En ce sens, il consacre un certain nombre d'innovations majeures liées notamment aux incompatibilités, à la responsabilité, aux poursuites pénales pouvant



Photo: Sylvain MAGANGA

La ministre de la Justice, Erlyne Antonela Ndembet-Damas, lors de son audition.

être engagées contre les magistrats. Mais aussi à la déontologie, à la rémunération et au régime disciplinaire.

Autant de dispositions qui devraient placer la justice sur de

nouveaux rails, en mettant un terme à un certain nombre de dérives et de dysfonctionnements. C'est dans ce sens que s'inscrit également, d'une certaine manière, la présentation par la garde des Sceaux du projet de loi portant réorganisation de la Commission nationale des Droits de l'Homme (CNDH) en République gabonaise. D'autant plus que, a-t-elle indiqué, ce texte est justifié par la "nécessité de combler les lacunes observées dans le fonctionnement de la CNDH qui, depuis sa création en 2011, éprouve d'énormes difficultés à assurer son mandat de protection et de promotion des droits de l'Homme dans notre pays. De même, il va lui permettre de se conformer à ses engagements internationaux". Reste aux députés à se prononcer, avant que les sénateurs ne prennent le relais.

Express

LE MORENA UNIONISTE RÉAFFIRME SON APPARTENANCE À L'OPPOSITION...



Photo: CNB

Le mouvement de redressement national Unioniste (Morena unioniste) a dernièrement effectué sa rentrée politique à Libreville. Cet événement jumelé avec la célébration de son 31e anniversaire annonçait également son retour sur la scène après plusieurs années d'inactivité. Occasion pour le président par intérim et secrétaire général, Bienvenu Erichk Mauro Nguemah, de réaffirmer l'ancrage de son parti dans l'opposition. Mais, a-t-il précisé "une opposition constructive, unie, qui soit capable de porter collectivement un projet crédible, d'alternance démocratique". Et d'ajouter : "Nous devons être dans l'opposition, des conquérants qui portent une ambition sur des projets majeurs pour les populations". Abordant la question des prochaines élections générales, Mauro Nguemah a affirmé que le Morena unioniste "entend y prendre toute sa part, et nourrit l'espoir d'une alliance pour travailler ensemble tant pour une candidature consensuelle pour l'élection du président de la République, qu'au niveau des élections pour les assemblées législatives et les assemblées locales".

PRÉSIDENTIELLE 2023 : LE RACE INVESTIT JEAN DONGA



Photo: Olivier NDEMBI

Il s'appelle Jean Donga, 61 ans, marié et père de 3 enfants. Comptable de formation et chef d'entreprise, il est l'auteur du livre "Les principes de bonne gouvernance selon Dieu". Sur le plan spirituel, M. Donga est chrétien et exerce les fonctions d'ancien au sein de son église locale du PK 9, à Libreville. C'est ce Nyinois que le Rassemblement autour du chrétien élu (Race), une vision portée en début d'année sur la place publique par un serviteur de Dieu en vue de fédérer la communauté chrétienne autour d'un seul candidat issu de ses rangs à la prochaine élection présidentielle, qui a été choisi pour en être le porte-étendard. Jean Donga, dont l'ambition est de "Reconstruire le Gabon autrement" à travers le respect des lois et la pratique quotidienne des valeurs morales et des principes républicains, a été présenté le week-end dernier au public par le président du Race, Blaise Mouanda, à la faveur d'une conférence de presse tenue en présence de quelques responsables d'églises soutenant cette vision et de membres de la société civile. "Nous estimons qu'il est nécessaire de ramener l'homme vers la norme. La perte et l'absence des valeurs morales et républicaines sont pour beaucoup dans la dégradation de notre nation (...)", explique M. Donga.

CNB & O. N.

Les Hauts-Commissaires au fait des préoccupations des Woleuntemois

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

DU 31 mai au 3 juin dernier, une délégation du Haut-Commissariat de la République a séjourné dans la province du Woleu-Ntem. Cette mission conduite par le Haut-Commissaire général, Michel Essonghe, comprenait aussi les Hauts-Commissaires Jean Eyeghe Ndong, Zéphirin Rayita, Léon Nzouba, Marcel Abeké ; et les Commissaires Rose Allogo Mengara, Pierre Ngoua Obiang, Maxime Ondimba et Simplicie Mamboula.

Le but de cette mission, selon Michel Essonghe, est de venir écouter les populations et collecter leurs préoccupations quotidiennes, afin de les remonter fidèlement au près du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Pour mener à bien leur mission, les neuf membres de la délégation ont choisi la stratégie d'échanges directs, avec les populations de Medouneu, Oyem, Bitam et Mitzic.

Occasion pour le chef de dé-



Photo: DR

Photo de famille au sortir de la séance de travail à Oyem.

légation de rappeler que "le Haut-Commissariat de la République est un organe d'aide à la décision du président de la République, comme d'autres organes tels que son gouvernement, le Parlement, ses conseillers, son cabinet, les services de renseignements (...)." Et de poursuivre : "Le chef de l'Etat a mis en place un organe complémentaire pour amplifier les éléments qui lui arrivent, s'agissant de la vie des populations de notre pays, et s'agissant des décisions qu'il est amené à prendre."

L'orateur a également précisé que l'organe qu'il dirige est un "organe d'écoute importante et de proximité avec les populations de l'ensemble du pays".

Partout où la délégation est pas-

sée, les préoccupations des populations ont tourné autour, entre autres, du chômage des jeunes diplômés, des coupures intempestives du courant et de l'eau par la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), des pensions retraitées, de la voirie urbaine d'Oyem, de l'aide aux personnes vivant avec un handicap, de la construction de la future université d'Oyem, etc.

Les préoccupations que les hauts-commissaires de la République ont promis de transmettre fidèlement au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Rappelons que cette mission du Haut-Commissariat de la République dans le Woleu-Ntem vient après celles des étapes de la Ngounié, de la Nyanga et du Moyen-Ogooué.